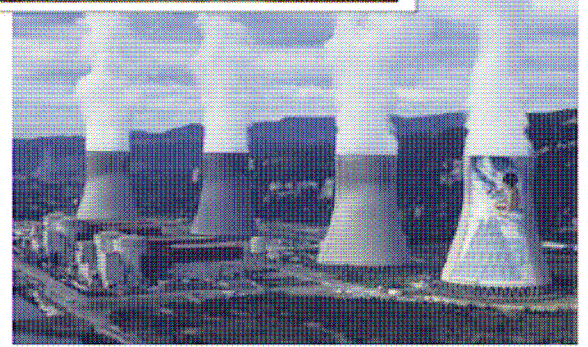
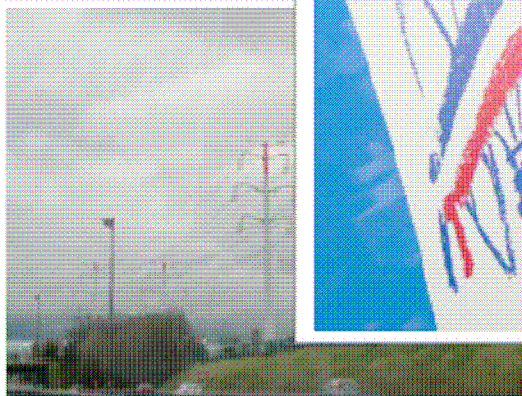
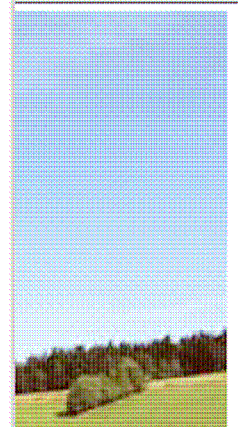


ECONOMIE & POLITIQUE



Une politique énergétique pour la France

Le Parti communiste met en débat des propositions

Introduction

Le 29 mai 2005, à travers le refus de la constitution européenne, les Françaises et les français ont rejeté la camisole libérale et la construction d'une Europe, d'un monde basé sur la marchandisation. Un grand espoir est né. L'exigence de la construction d'une société ayant comme finalité la réponse aux besoins humains émerge.

Pour la concrétiser, il faut rapidement construire les propositions permettant l'alternative politique indispensable.

Cette plaquette vise à verser au débat les propositions du PCF en matière de politique énergétique tant au plan national, qu'europpéen ou mondial.

Sans l'énergie pas de développement durable de la planète, pas de développement économique et donc aucune réponse aux besoins humains n'est possible.

Avant 2050, la Terre pourrait compter environ 3 milliards d'habitants de plus qui naîtront essentiellement dans les pays en voie de développement. Ils auront besoin d'énergie.

L'Américain moyen consomme environ 13 fois plus d'énergie qu'un habitant de l'Afrique subsaharienne. La réduction de la misère à l'échelle planétaire passe par la réduction des inégalités énergétiques. Ce besoin de « justice énergétique » se fait sentir également au sein même des pays développés. En France, les écarts de consommation moyenne par habitant entre les villes de Neuilly et d'Aubervilliers ne sont pas acceptables. Les uns gaspillent, les besoins élémentaires des autres ne sont pas satisfaits.

L'énergie est une nécessité vitale pour tous les habitants de la planète. Elle doit être un droit pour tous. La satisfaction de ce besoin universel implique une solidarité entre les pays dans le monde.

C'est en ces termes essentiels que le Parti communiste français propose d'aborder, de la décennie immédiate à l'échelle du 21^{ème} siècle, les enjeux énergétiques dans un contexte de contraintes inédites. A cent lieues d'un soi-disant enjeu réduit aux « pro et anti-nucléaires ».

Parmi ces contraintes, l'épuisement des réserves mondiales de pétrole commence à se faire sentir au travers de l'augmentation importante des prix des carburants à la pompe. Les orientations gouvernementales actuelles ne prennent la juste mesure de l'ampleur de cette crise que sur son constat. Mais il ne se donne pas les moyens nécessaires pour maîtriser et minimiser les conséquences sociales, économiques et politiques de cet épuisement et engager les actions nécessaires en urgence pour faire évoluer notre système énergétique. C'est la conséquence de la défense dogmatique de la marchandisation de l'énergie.

Dans cette conjoncture contrastée faite de demandes, de contraintes et de potentialités considérables, la politique de la France doit s'inscrire dans une régulation énergétique orientée vers la réponse aux besoins humains. Elle ne peut s'appuyer que sur une diversité énergétique riche de complémentarités, de recherche d'efficacité et de coopérations internationales.

Cette politique est incompatible avec la logique du marché et de la concurrence. C'est en dégageant les entreprises de service public de l'énergie de l'économie concurrentielle, qu'elles pourront répondre au mieux aux besoins de consommation de tous et stimuler un développement durable respectueux de l'environnement, revoir la sécurité des travailleurs et des populations.

Pour ne pas retomber dans les ornières du passé, il faut assurer une gestion démocratique du secteur des services publics. Cela passe par des pouvoirs nouveaux d'intervention, de gestion, de contrôle pour les représentants des usagers, des salariés et des élus. Pour cela, ils doivent siéger avec les pleins pouvoirs dans les conseils d'administration.

L'énergie est un moyen indispensable du développement durable et solidaire nécessaire à notre planète et à l'humanité.

Débattons-en.

Marie-Claire Culié
Dirigeante Nationale

La commission "énergie" qui a élaboré ce document se compose de :

Marie Claire Culié : membre du collège exécutif du PCF

Jean-Pierre Basset : le contact national du PCF sur les questions énergétiques

Claude Aafort, ingénieur

Abdelmajid Guelmami, économiste

Jean-Claude Cauvin, ingénieur

Jean Barra, ingénieur

Michel Pruvost, ingénieur

Ludovic Zanolin, ingénieur

Danielle Sanchez, ingénieur, membre du Comité national du PCF

José Hernandez, technicien, syndicaliste

Béatrice Galicier, ingénieur

Jean-Yves Guézéneq, ingénieur

Jean-Michel Gama, ingénieur

Françoise Simonot, ingénieur

Jacques Trélin, technicien, syndicaliste

Alain Duparquet, ingénieur

Serge Vidal, ingénieur

Denis Cohen, membre du Comité national du PCF

Marie-Claire Cailletaud, ingénieur

Luc Foulquier, chercheur

Jean-Baptiste Poisson, ingénieur

Catherine Nédélec, ingénieur, syndicaliste

Sommaire

Les grands enjeux énergétiques mondiaux

La commission énergie du secteur "services publics" du collège exécutif

Le Parti Communiste met des propositions en débat

La commission énergie du secteur "services publics" du collège exécutif

Energie et développement durable et solidaire

Jean-Claude Cauvin, Luc Foulquier

La fin du pétrole bon marché : nous y sommes !

Jean-Yves Guézéneec,

L'EPR : un premier pas insuffisant dans la bonne direction

Jean-Michel Gama, Béatrice Galicier, Claude Aafort

Quelle Europe énergétique ?

Claude Aafort, Jean Barra

Remettre en cause la privatisation des services publics de l'énergie pour construire une nouvelle alternative sociale

Catherine Nédélec